

Commentaire des enquêtes de conjoncture de juillet 2020

Près de 10 000 entreprises ont répondu aux enquêtes de conjoncture de juillet, soit un taux de réponse (pondéré par le chiffre d'affaires ou les effectifs) d'environ 70 %, proche donc de son niveau du début de l'année. Ce taux avait chuté de moitié pendant le confinement, période pendant laquelle l'Insee avait allégé le protocole de collecte (tout internet, et sans les relances habituelles). L'Insee remercie toutes les entreprises qui contribuent ainsi à l'évaluation précoce de la situation économique.

Les indicateurs synthétiques de climat des affaires confirment le vif rebond de l'activité économique, dans tous les secteurs. Ces indicateurs agrègent tout à la fois des informations sur le passé récent (les trois derniers mois) et sur le futur proche (les trois prochains). Or dans la période inédite que nous traversons, il s'agit là d'états du monde assez différents (confinement/déconfinement), ce qui peut conduire à privilégier plutôt la lecture directe des différents soldes d'opinion pour affiner le diagnostic conjoncturel.

En juillet, les soldes d'opinion sur l'activité passée amorcent logiquement leur rebond. En juin en effet, l'activité passée correspondait essentiellement aux trois mois concernés par le confinement (mars, avril et mai), au cours duquel une large partie de l'économie était à l'arrêt.

Les soldes d'opinion sur l'activité prévue poursuivent en juillet le net rebond engagé en mai. La vigueur de ce rebond s'explique notamment par la lourdeur de la chute occasionnée par le confinement. Il ne faut donc pas forcément s'étonner que ces soldes dépassent parfois leur moyenne de longue période. Cela ne reflète pas nécessairement des perspectives d'activité plus élevées que la normale, mais plutôt une proportion élevée d'entreprises qui jugent que leur activité va progresser au cours des trois prochains mois en comparaison du niveau très bas où elle était tombée durant le confinement.

Ces indicateurs reflètent donc surtout les deux premiers temps de la crise, d'origine purement sanitaire, avec une contraction soudaine et inédite de l'économie liée au confinement général de la population, suivie d'un rebond, en partie mécanique avec le déconfinement, mais dont la vitesse et l'ampleur n'allaient initialement pas de soi.

Même si la situation sanitaire n'est pas encore stabilisée, il est probable que nous entrons maintenant dans une phase où les déterminants de l'activité se déduiront d'une grille de lecture économique plus habituelle.

Les enquêtes qui paraissent aujourd'hui traduisent peut-être cette évolution : par exemple, les entreprises industrielles indiquent certes un fort rebond des perspectives d'évolution de la demande, lesquelles ne pouvaient pas tomber plus bas que pendant le confinement ; mais dans le même temps les difficultés de demande qui limitent la production actuelle sont déclarées en nette hausse (cf. *graphiques* ci-après), et les carnets de commande restent jugés très peu garnis : le risque se renforce ainsi d'un choc significatif de demande, au-delà du choc d'offre initial (maintenant en partie résorbé) qu'avait représenté la mise à l'arrêt volontaire d'une partie de l'économie.

Si la consommation des ménages – dont les revenus ont jusqu'ici été relativement préservés dans l'ensemble – s'est très rapidement redressée, son dynamisme au cours des prochains mois n'est pas complètement assuré, comme le suggèrent les inquiétudes du commerce de détail généraliste exprimées dans les enquêtes. L'investissement des entreprises tout comme le commerce extérieur devraient, par ailleurs, redémarrer plus lentement. Et au-delà des effets ponctuels de rattrapage, certains secteurs (matériels de transport, hébergement-restauration, par exemple) risquent de pâtir encore quelque temps d'une demande anémiée. ■

1 - Part des entreprises déclarant des difficultés d'offre et/ou des difficultés de demande dans l'industrie



Source : enquêtes de conjoncture, Insee

2 - Part des entreprises déclarant des difficultés d'offre et/ou des difficultés de demande dans les services



Source : enquêtes de conjoncture, Insee

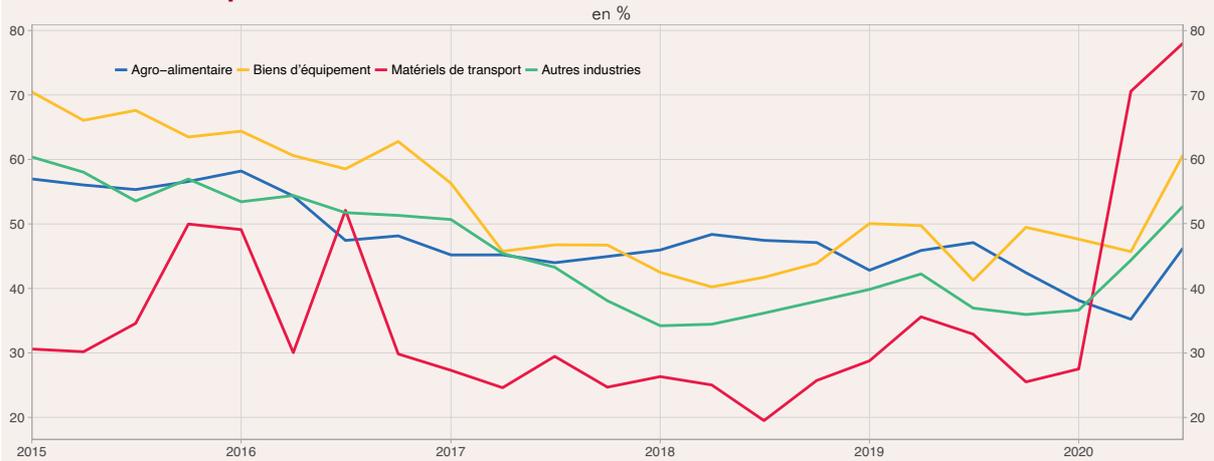
3 - Part des entreprises déclarant des difficultés d'offre et/ou des difficultés de demande dans le bâtiment



Source : enquêtes de conjoncture, Insee

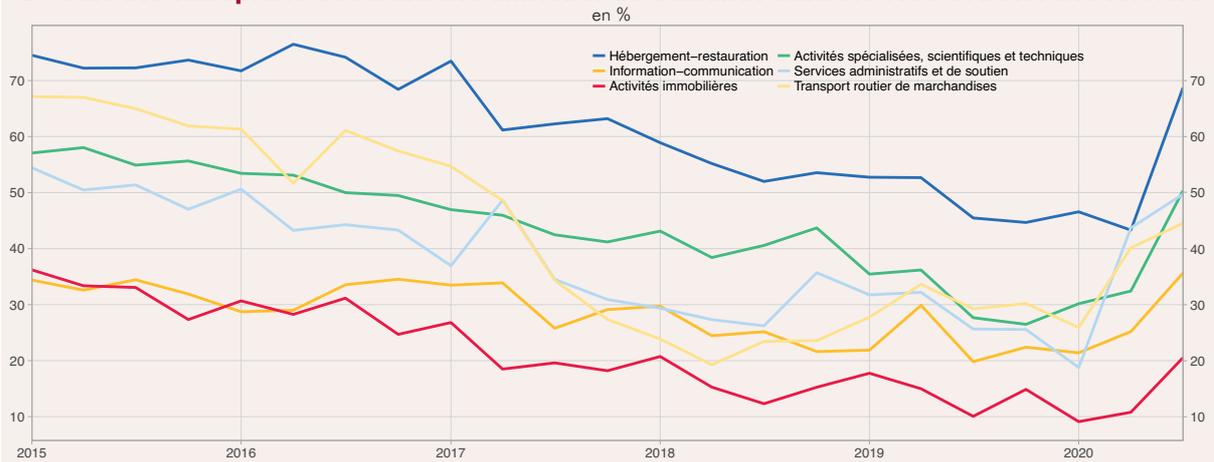
Note : certaines entreprises peuvent déclarer tout à la fois des difficultés d'offre et de demande. Cela a été notamment le cas pendant le confinement. Elles sont alors comptabilisées dans les deux courbes.

4 - Part des entreprises déclarant des difficultés de demande dans les sous-secteurs de l'industrie



Source : enquêtes de conjoncture, Insee

5 - Part des entreprises déclarant des difficultés de demande dans les sous-secteurs des services



Source : enquêtes de conjoncture, Insee